

QUEL AVENIR POUR L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE ?

« Quoi qu'en pensent les sceptiques, l'Afrique prospérera ! Qui que nous soyons, quels que soient nos intérêts immédiats, quel que soit le fardeau de notre passé, quelle que soit l'emprise qu'ont sur nous la mode du cynisme et la perte de foi dans la capacité humaine, égarons-nous aujourd'hui pour dire que rien ne peut nous arrêter ! »

(Thabo Mbeki, 1996)

**Germain KAMBALE
MAKWERA, S.J.**

Rédacteur en Chef
adjoint de *Congo-
Afrique*, Professeur
à l'Université
de Lubumbashi.
germainkambale@
gmail.com

Avec le capitalisme libéral, la science et la technologie ont été perçues comme des preuves éclatantes de la suprématie de l'homme, justifiant ainsi ses prétentions de demiurge. Enivré par ses prouesses technologiques, l'homme s'est radicalement dissocié de l'environnement naturel considéré désormais comme une réalité dominée que l'on peut soumettre à toutes les contraintes, un entrepôt que l'on peut piller à volonté. Certes, cette démarche a abouti à une croissance matérielle, mais elle accroît aussi, malheureusement, la dégradation environnementale.

Au Nord, les dangers que le développement industriel, livré aux seules lois de l'économie, fait courir à la planète et à ses habitants sont énormes. En effet, les gaz à effet de serre émis dans un pays sont rapidement mélangés à ceux d'autres pays, entraînant des conséquences incalculables sur l'homme et sur l'environnement.

L'on peut vite comprendre que la crise environnementale vient, entre autres, d'un certain mode d'habiter la Terre, d'une manière de se penser sur Terre en se donnant la légitimité de se l'approprier pour le profit d'une petite minorité. Ainsi la perspective du bouleversement climatique s'invite au banquet comme une sonnette d'alarme contraignant l'homme à renoncer quelque peu à la plupart des convictions confortables qui lui ont fait percevoir le monde comme stable et porteur de civilisation. Désormais, l'homme est invité à renoncer à la certitude de la portée illimitée de ses réalisations et de sa capacité à contrôler le monde autour de lui, confiant dans le pouvoir de la connaissance pour régler ce qui le gêne. Y renoncera-t-il ?

Le constat amer est qu'au Sud, et en particulier en Afrique, une oligarchie prédatrice (lobbyings internationaux, puissantes firmes) avec, évidemment, la bénédiction des gouvernants locaux avides du gain, accaparent les terres. Cette oligarchie exerce une forte pression sur les écosystèmes sensibles, domine la quasi-totalité de la production mondiale. Faut-il le redire, les pressions sur les terres fertiles s'accroissent, à mesure que les populations locales augmentent et que la dégradation des sols s'intensifie. Qui peut alors protéger ces populations ?

Abandonnées à elles-mêmes, ces populations sont assimilées aux déplacés de guerre ou aux réfugiés, dans un continent où « les ressources naturelles sont abondantes, notamment les biens minéraux. Ceux-ci possèdent un potentiel colossal. On y trouve par exemple, sept pour cent de réserves mondiales d'hydrocarbures connues et des quantités importantes du métal coltan, utilisé dans les téléphones portables »¹. Quel paradoxe !

L'Afrique se trouve à la croisée des chemins. Les défis y sont énormes et ne devraient pas être affrontés sans discussions, sans progrès des connaissances en la matière. Le présent numéro y apporte un éclairage utile. Jean Claude Batebua examine les mesures que le législateur congolais a prises, à travers la réforme minière du 09/03/2018, pour protéger les populations locales et l'environnement contre les conséquences nocives des ressources minières.

Une belle part est aussi réservée à la question du droit de l'environnement. Liévin Makolo l'aborde par le biais du problème de la pollution *stricto sensu* (air, eaux usées, déchets) dans la ville de Kinshasa. Dans le même domaine, Gédéon Mulamba s'attaque au cas de l'environnement urbain qui subit de fortes dégradations du fait de l'urbanisation rapide, alors qu'une part de plus en plus importante de la population habite dans les villes.

Pour traduire toutes ces belles analyses en action sur le terrain, le concours de tous les acteurs est indispensable : une volonté et un engagement politiques, une conscience individuelle et collective, une mobilisation et une réceptivité des populations, etc. Ces populations étant à protéger, les gouvernants africains doivent être capables de négocier des contrats responsables, satisfaisants, et d'en assurer l'application², d'une part. Ils doivent intégrer les coûts de gestion environnementale dans tous les contrats. Cela veut dire que les jeux coopératifs, dont tous les acteurs seraient gagnants à terme, devraient l'emporter sur les intérêts égoïstes ; l'humanité sur le commerce. En définitive, sont à préserver et à promouvoir, les valeurs principales comme le respect du vivant, la paix, l'absence des conflits, les droits de l'homme, (etc.), socle du développement durable.

1 Rapport du Programme des Nations Unie pour l'Environnement (PUNE), *L'avenir de l'environnement en Afrique 2. Notre environnement, notre richesse*, Nairobi, 2006, p. IV.

2 Lire Roy LAISHLEY, « Main basse sur les terres africaines ? », in *Afrique Renouveau*, Édition Spéciale (agriculture), 2014, p. 29.

D'autre part, l'on attend de la société civile qu'elle enrichisse ses stratégies, les développe à un niveau supérieur en fonction des nouveaux enjeux. Elle doit exiger que les représentants du peuple adoptent des lois musclées pour protéger l'avenir des générations futures. Et rien ne devrait l'arrêter !

Des initiatives qui sont prises ici et là, un nouvel esprit qui se manifeste presque partout, (etc.), montrent qu'un nouveau vent a commencé à souffler et donnent à penser qu'un avenir reluisant est possible. Contre tous les conservateurs, nous comprenons la nouveauté historique de la situation présente. Les discours sur le changement du rapport de l'homme à la nature, à l'espace et à son destin, se multiplient. La conscience de l'importance historique des enjeux environnementaux se répand au fur et à mesure que l'esprit de justice et de solidarité se réveille. Des recherches et campagnes de conscientisation insistent sur la coopération plutôt que sur la compétition. Et c'est dans un tel contexte, malgré les multiples défis, on l'a noté, que des solutions peuvent émerger. En tout cas, l'envie de refaire le monde renaît, malgré les perspectives sinistres et cyniques que promeuvent les oligarques. ■